

Siège : enceinte inspection générale de l'administration du territoire (rond point CCF),
Centre ville/Bacongo Brazzaville – République du Congo
Tél. (242) 06 662 22 07 - 05 559 23 29 - Email : comptoirjuridique@yahoo.fr



CJJ

Comptoir Juridique Junior

RAPPORT D'ACTIVITES

2010

**Secrétariat Permanent
CONGO - BRAZZAVILLE**

ABREVIATIONS

ASJG : assistance socio juridique gratuite
AJSPV : assistance juridique spécifique aux personnes vulnérables
CJJ : comptoir juridique junior
CJ : clinique juridique
ONG: organisation non gouvernementale
OSC: organisation de la société civile
OMD : objectifs du millénaire pour le développement
PNUD : programme des Nations Unies pour le Développement
UMOJA : unité en langue Swahili

Ont collaboré à la rédaction de ce rapport

Coordination :

Lilian Laurin BARROS

Équipe de rédaction :

Grevy MAYIZA – MIYAMONA

Sévéra MPASSI

Gady Ines MVOUKANI

EMVOULOU Judith Blandine

Stella Meryl BAZONZILA

Patrick Landry BITSEKE

Rare KOUBELO

Lilian Laurin BARROS

sommaire

AVANT PROPOS

Le rapport 2010 suit les traces des rapports déjà rédigés par l'équipe dirigeante du Comptoir Juridique Junior. Ce rapport va de nouveau révéler ce que la structure a eu à piloter comme activités. Ce rapport constitue une maison de verre en ce sens qu'il met à nu toutes les activités réalisées par le Comptoir Juridique junior pour l'année 2010. Le monde qui nous entoure a horreur du vide. Et, le vide n'a pas de place dans la société des humains, le nihilisme n'a pas non plus de place au sein du Comptoir Juridique Junior (CJJ) et au sein des esprits de ses membres. Aussi pour des raisons de professionnalisme et de dextérité, chaque année doit toujours nous laisser des traces. Ceci pour capitaliser les expériences que le Comptoir Juridique Junior ne cesse d'emmagasiner. Que dire encore ? C'est juste dire que la polyvalence, la transversalité et l'esprit d'équipe sont nos credos.

BONNE LECTURE !

Lilian Laurin BARROS, *Secrétaire Permanent*

- ▣ Introduction
- ▣ Vie institutionnelle du Comptoir Juridique Junior
- ▣ Activités réalisées et résultats obtenus
 - Les actions juridiques
 - La résolution des conflits
 - L'accès au droit et transfert du droit
- ▣ Missions de courte durée
- ▣ Difficultés rencontrées
- ▣ Perspectives pour améliorer
- ▣ Le Comptoir Juridique Junior à collaboré à...
- ▣ Les ressources du Comptoir Juridique Junior en 2010
- ▣ Nous avons reçu la visite de...
- ▣ Feuille de route du Comptoir Juridique Junior : plan d'action 2011.

INTRODUCTION

Une structure est dite vivante et visible lorsqu'elle est présente sur le terrain. La visibilité et vivacité du CJJ s'expliquent par la réalisation des activités qu'elle mène sur le terrain. Ainsi, quelle qu'en soit la complexité des activités à réaliser, les animateurs du CJJ font toujours preuve de réussite et d'adaptabilité. Comme disait l'auteur de Crisostome Crisoé que : « **Tout homme peut avec le temps devenir maître de n'importe quel art mécanique s'il base chaque chose sur la raison.** » La Raison a toujours été notre conducteur quotidien. Le Comptoir Juridique Junior prône davantage pour le travail de terrain, car ce travail permet de vivre les réalités dont sont victimes les populations, surtout vulnérables et victimes de discriminations. Dans les lignes qui suivent, vous aller découvrir les réalisations du CJJ pour 2010. Mais il faut déjà noter que le bateau conduit par le CJJ pour l'année 2010 a bien accosté à bon port.

Vie institutionnelle du Comptoir Juridique Junior

La vie institutionnelle du Comptoir Juridique Junior pour l'année 2010 a été marquée par :

-La tenue de l'assemblée générale qui a vu l'ensemble des membres du secrétariat permanent être réélu.

-Le voyage de deux membres du Comptoir Juridique Junior (CJJ) au BURUNDI dans le cadre du projet UMOJA, un projet qui regroupe les ONG/Associations de services juridiques d'Afrique Centrale.

Cette rencontre de NGOZI au BURUNDI, a aussi associé les paras-juristes des différentes ONG/Associations membres.

-Le voyage de deux membres du Secrétariat permanent à KINSHASA pour participer aux réunions du comité de pilotage du Projet UMOJA.

-l'accord de partenariat entre le Ministère de la réforme foncière et du domaine public. Cet accord s'est focalisé sur la conduite du projet sur la sensibilisation et la formation sur l'importance du titre foncier, avec l'appui financier du programme UMOJA.

MAYIZA – MIYAMONA Grevy
Chargé de la Communication

ACTIVITES REALISEES ET RESULTATS OBTENUS

Les activités du Comptoir Juridique Junior pour l'année 2010 sont les suivantes :

- La campagne de sensibilisation sur l'accès à la justice des populations démunies et vulnérables en République du Congo ; avec l'appui financier de la Banque Mondiale (small grant program).
- L'appui juridique et l'identification des 9 réseaux de la plateforme CEPAREC et l'atelier national de courte durée sur l'élaboration des projets et la mobilisation des ressources ; dans le cadre du projet RECADIP.
- l'appui des femmes dans le positionnement aux instances de décision à travers le plaidoyer ; en partenariat avec le Centre de promotion de la femme en politique.
- Projet « Média-Société civile : renforcement de la société civile congolaise en améliorant sa

visibilité dans les médias et sa crédibilité ». Partenariat entre SYFIA international, Centre de ressources pour la presse. Appui financier de l'Union Européenne.

- L'accompagnement des groupes de femmes et jeunes porteurs de microprojets : phase d'identification. Appui financier de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).
- Projet de prévention du harcèlement sexuel en milieu scolaire au moyen de la formation et des NTIC. Appui financier de PARF D'APC et AZUR Développement.
- Projet d'accès au droit foncier par la population de Brazzaville. Appui financier du programme UMOJA/Ministère français des affaires étrangères et européennes (MAEE).
- Atelier d'autoformation et d'échanges d'expériences entre associations de services juridiques d'Afrique centrale.
- Appui financier du programme UMOJA/Ministère français des affaires étrangères et européennes (MAEE).
- Célébration de la journée internationale des droits de l'Homme le 10 décembre 2010 à Brazzaville ; dans le cadre du projet RECADIP.
- Projet Consortium Barreaux et Cliniques Juridiques pour la prise en charge juridique et judiciaire des personnes démunies et vulnérables. Appui financier de l'Union Européenne (PAED).

I- CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE

L'action juridique a été axée par de multiples services juridiques rendus de façon gratuite aux populations démunies et vulnérables.

I.1 - LE PROGRAMME DES CLINIQUES JURIDIQUES

Ce programme est devenu une tradition pour le Comptoir juridique Junior. C'est un programme salvateur et fédérateur qui aide les populations à trouver une solution conséquente à leurs problèmes de droit.

I.1.1 - L'Assistance Socio Juridique Gratuite

Ce service a géré d'énormes dossiers d'assistance juridique. Beaucoup des citoyens ont consulté ce service et ont trouvé satisfaction à leurs problèmes.

Sans financement des bailleurs sur ce point, le service a traité à Brazzaville 50 dossiers d'assistance juridique et à Pointe – Noire 45 dossiers. Les hommes tout comme les femmes ont consulté ce service. Les affaires traitées ont concerné les litiges administratifs, abandon d'enfants, problèmes de parcelles...

I.1.2- L'Assistance Juridique Spécifique aux Personnes Vulnérables

Au sein de plusieurs dossiers ont été traités. Ces dossiers ont plus concernés les personnes vulnérables comme l'indique le libellé du service. Les grandes personnes tout comme les enfants vulnérables accompagnés de leurs parents ont consulté ce service.

Les problèmes traités concernant la maltraitance, les violences de toute nature.

Le service reçoit les bénéficiaires, les écoute, rédige les plaintes quand il s'agit surtout des violences sexuelles. Les victimes de ces violences sont surtout les filles.

Ce service a pris en charge cinquante (30) dossiers dont 15 à Brazzaville et 15 à Pointe – Noire. Cette prise en charge s'est focalisée sur l'accueil, l'orientation et l'accompagnement juridique.

II - LA RESOLUTION DES CONFLITS

- Médiation

Ce service a traité plus de dossiers à Brazzaville qu'à Pointe – Noire. Les séances de médiation ont plus concerné les litiges des parcelles, mais aussi les litiges concernant les vies conjugales des personnes vivant avec le VIH/ SIDA. Sans financement, le service a traité 15 dossiers à Brazzaville et 10 dossiers à Pointe – Noire. On peut noter des litiges d'escroquerie et autres.

I.1.3 Service Information Sensibilisation et formation

- Les projets financés par les bailleurs et réalisés par le Comptoir Juridique junior pour l'année 2010.

- Informations

Beaucoup de citoyens ont été informés sur le droit, les droits de l'Homme, la justice alternative et la démocratie. Cette information a été donnée soit de façon verbale soit en donnant un support écrit. Cette information a concerné les projets de l'importance du titre foncier, financé par UMOJA, et le projet campagne de sensibilisation sur l'assistance judiciaire des personnes démunies et vulnérables, financé par la Banque Mondiale.

-Sensibilisations

Les sensibilisations étaient au centre, et sont considérés des activités saillantes pour l'année 2010. Tous les projets que le Comptoir Juridique Junior a bénéficiés ont été centrés sur les activités de sensibilisation. Premièrement, le projet sur l'importance du titre foncier, financé par le projet UMOJA a été focalisé par les activités de sensibilisation. Cette sensibilisation a eu pour méthode : la

sensibilisation porte à porte. Elle a consisté à distribuer les supports détaillant les procédures nécessaires pour l'obtention du titre foncier. Cette sensibilisation s'est déroulée dans trois arrondissements de Brazzaville, notamment Baconga, Poto – Poto et Talangaï. Ainsi, cinquante (50) ménages étaient pris en compte pour chaque arrondissement. Elle a été faite ensemble, entre les responsables des quartiers et les paras – juristes formés par le CJJ.

Deuxièmement, la Sensibilisation sur l'assistance judiciaire. Cette sensibilisation a été réalisée en salle à Ouenzé, avec 100 participants et au Centre ville, avec 50 participants. Il s'est agi de voir si l'assistance judiciaire est effective en République du Congo.

Troisièmement, il y a eu l'activité liée à la production des outils méthodologiques.

-Formation

Les paras – juristes ont été formés dans le cadre du projet sur l'Importance du titre foncier. Ils ont reçu une formation spécifique pour mieux se défendre sur le terrain.

- PROJET CJJ POINTE - NOIRE

Le Comptoir juridique Junior (antenne de pointe – noire), a bénéficié d'un financement d'une structure de l'extérieur en partenariat avec AZUR – DEVELOPPEMENT. Ce financement n'a concerné que les femmes, il était centré sur les activités liées aux violences faites aux femmes.

IV - MISSIONS DE COURTE DUREE

- Le voyage des membres du Secrétariat Permanent au BURUNDI plus précisément à NGOZI pour l'atelier du projet UMOJA.

- Le voyage des membres du Secrétariat Permanent à KINSHASA pour les réunions du comité de pilotage du projet UMOJA.

V - DIFFICULTES RENCONTREES

Le Comptoir Juridique Junior ne sort pas du néant. Comme toutes les autres structures, il est aussi confronté à un certain nombre de difficultés à savoir :

- Manque de beaucoup de financements pour l'année 2010 ;
- Manque de moyens financiers pour pérenniser les actions tant aimées par les bénéficiaires ;
- Manque de formations spécifiques à l'extérieur pour les membres.

VI - PERSPECTIVES POUR AMELIORER

Dans le souci d'aller de l'avant et d'améliorer ses performances, le Comptoir juridique Junior (CJJ) entend atteindre le firmament. Il s'agit de :

- Rechercher les financements par la soumission à des appels d'offre ;
- Mobiliser les fonds pour une visibilité avérée ;
- Nouer des contacts des nouveaux partenaires ;
- Renforcer des partenariats déjà initiés ;
- Renforcement des moyens de fonctionnement ;
- Négocier des voyages de performances pour les membres du CJJ vers l'extérieur.

LE CJJ A COLLABORE A...

Le Comptoir Juridique Junior pour l'année 2010 a collaboré avec :

- La Banque Mondiale dans le cadre du projet « Campagne de sensibilisation sur l'assistance judiciaire au Congo ;
- Le Projet UMOJA dans le cadre du projet « L'importance du titre foncier » ;
- L'organisation de la société civile dénommée AZUR DEVELOPPEMENT sur les violences ;
- Le projet RCADIP dans le cadre de l'anniversaire de la déclaration des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 ;
- L'Association Femme Pus concernant la formation centrée sur les droits des personnes vivants avec le VIH/ SIDA.

- PARTICIPATION DES MEMBRES DDU COMPTOIR JURIDIQUE JUNIOR AUX DIFFERENTS SEMINAIRES

- La participation du CJJ à la session d'information organisée par l'Ambassade des Etats – Unis d'Amérique, à la villa WASHINGTON. Cette session d'information avec pour objectif d'information les organisations de la société civile (OSC) sur les lignes directrices des projets finances cette institution. Des documents ont été distribués pour permettre aux OSC de mieux comprendre les procédures.

- La participation du CJJ à la formation sur la pratique du Page Maker, organisée par la structure SYFIA International dans le cadre du projet OSC – MEDIAS. Cette formation technique n'a duré que deux, et, n'a pas à vrai dire permis aux apprenants de bien emmagasiner les notions apprises. Cette formation s'est déroulée au site de JAVOUEH ;

- La participation du **CJJ** à la réunion d'information sur le **FAP**, organisées par la cellule exécutive du **PCPA**, avec l'appui du **SAP** ;

- La participation du **CJJ** à la réunion d'information, organisée par la cellule exécutive du **PCPA**. Cette réunion a concerné les lignes directrices du **FAP** et les divers conseils permettant aux osc de bien rédiger leurs projets afin de trouver gain de cause ;

- La participation du **CJJ** à la formation sur les violences, organisée par le **FUNAP**. Cette formation s'est déroulée au siège du **FNUAP**, animée par des professionnels avérés. Elle a duré trois jours.

- La participation du **CJJ** au processus du **RED** (Réduction des émissions des gaz à effet de serre due à la dégradation des forêts et déforestation. Cette rencontre a été organisée par le point focal du **RED** au Congo. Ce point focal est basé à l'OCDH.

- La participation du **CJJ** à la formation sur le suivi – évaluation, organisée par le réseau appelé la **COPDC**. Cette formation a eu pour objectif, la maîtrise des concepts suivi – évaluation. Ces concepts tant manipulés par les **OSC**, ne sont pas réellement maîtrisés. Cette formation a été la bienvenue. Elle s'est déroulée à L'aumônerie universitaire de Brazzaville.

- La formation sur les violences faites aux femmes, organisée par le **CJID** à **KINKALA**. Cette formation a été animée par un membre du **CJJ**. C'est dans le cadre des projets financés par **AZUR DEVELOPPEMENT**.

- La participation du **CJJ** au projet consortium financé par l'Union Européenne. Ce projet est réalisé à Pointe

– Noire avec d'autres partenaires à savoir : l'**ANEP** et les autres.

- La participation du **CJJ** à la soirée organisée par le **PNUD**. Cette soirée avec les partenaires a constitué dans une certaine mesure, un cadre de travail permettant d'harmoniser des points de vue divergents. Le **CJJ** a été représenté par son Secrétaire permanent.

- La participation du **CJJ** à l'atelier de lancement du rapport de développement humain du **PNUD**. Cet atelier s'est déroulé à l'Hôtel Olympique de Brazzaville.

- La participation du **CJJ** aux deux jours de sensibilisation, organisés par l'Association des femmes Juristes du Congo (**AFJC**) sur les droits en général et les droits de la femme en particulier. Cette sensibilisation a été financée par l'Ambassade des **USA**, et s'est déroulée à l'Hôtel de ville de Brazzaville.

- La participation du **CJJ** à deuxième assemblée plénière du **PCPA – Congo**, organisée par l'équipe exécutive de cette structure. Elle a eu lieu en juin 2010 à la Chambre de commerce de Brazzaville.

VI – Le CJJ a reçu la visite de :

- La visite du Comité de pilotage du **PCPA- CONGO** pour pouvoir toucher du doigt la réalité du projet sur l'observation post – électorale, financé par le **PCPA – Congo**. Les visiteurs ont été satisfaits de la visite et surtout des réponses données par l'équipe exécutive du projet ;

- La deuxième visite du comité de pilotage du **PCPA – CONGO**, conduite par Anne lauréate de Juristes Solidarités, elle-même, membre dudit comité. Cette visite a connu

la participation des paras – juristes, formés par le CJJ dans plusieurs domaines ;

- La visite du chargée des projets au Fond Social de Développement (**FSD**) pour pouvoir donner des explications au **CJJ**, concernant les lignes directrices de leurs agences sur le financement des projets.

- La visite de l'équipe de journaliste commis par le Comité Français pour la Solidarité International (**CFSI**), pour la

réalisation d'un film retraçant les différents projets financés par le **PCPA – CONGO**.

RESSOURCES ET DEPENSES DU COMPTOIR JURIDIQUE JUNIOR EN 2010

Les ressources du Comptoir Juridique Junior (CJJ) en 2010 ont atteint globalement la somme de 129 575 700 Francs CFA (197 550 Euros / 287 955 Dollar américain) en subventions et apports personnels.

- Subventions

Bailleurs	Projets financés	Coût en FCFA	Coût Euro	Coût US\$
Banque Mondiale	Campagne de sensibilisation sur l'accès à la justice des populations démunies et vulnérables en République du Congo (Small Grant Program)	2 715 700	4 141	6 035
ACBF/RECADIP	-Appui juridique et identification des 09 réseaux du CEPAREC -Ateliers nationaux de courte durée à Ouessou, Dolisie et Pointe-Noire	10 000 000	15 246	22 223
Centre de Promotion de la Femme en Politique (CPF)	Appui des femmes dans le positionnement aux instances de décision à travers le plaidoyer à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie	5 000 000	7 623	11 112
Union Européenne/SYFIA International	Média – Société civile : renforcement de la société civile congolaise en améliorant sa visibilité dans les médias et sa crédibilité	2 788 000	4 251	6 196
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF)	Accompagnement des groupes de femmes et jeunes porteurs de microprojets à Brazzaville, Pointe-Noire, Makoua et Ouessou	50 000 000	76 226	111 112
PARF D'APC / AZUR Développement	Prévention du harcèlement sexuel en milieu scolaire au moyen des NTIC	2 000 000	3 050	4 445
MAEE / UMOJA	Accès au droit foncier par la population de Brazzaville	1 967 000	2 999	4 372
	Atelier d'autoformation et d'échanges d'expérience entre associations de services juridiques d'Afrique centrale	1 500 000	2 287	3 334
ACBF/RECADIP	Célébration de la journée internationale des droits de l'Homme le 10 décembre 2010 à Brazzaville	2 000 000	3 050	4 445
Union Européenne	Projet Consortium Barreaux et Cliniques Juridiques à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie	15 000 000	22 868	33 334
Total		92 970 700	141 741	206 608

- Apports du CJJ

Contenu	Coût en FCFA	Coût Euro	Coût US\$
Fournitures et consommables	3 600 000	5 489	8 000
Charges locatives (loyers, eau, électricité)	1 200 000	1 830	2 667
Apports des membres (cotisations statutaires)	400 000	610	889
Expertise (Diagnostic institutionnel et opérationnel du Conseil de Concertation des ONG de Développement - CCOD)	2 500 000	3 812	5 556
Personnel permanent (Brazzaville et Pointe-Noire)	28 200 000	42 992	62 667
Missions de suivi et évaluation	500 000	763	1 112
Maintenance des équipements	205 000	313	456
Total	36 605 000	55 809	81 347

BUDGET DETAILLE DES CONSOMMATIONS DU CJJ EN 2010

Contenu	Coût total
Rubrique Activités	
Campagne de sensibilisation sur l'accès à la justice des populations démunies et vulnérables en République du Congo (Small Grant Program)	2 715 700
Appui juridique et identification des 09 réseaux du CEPAREC -Ateliers nationaux de courte durée à Ouesso, Dolisie et Pointe-Noire	10 000 000
Appui des femmes dans le positionnement aux instances de décision à travers le plaidoyer à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie	5 000 000
Média – Société civile : renforcement de la société civile congolaise en améliorant sa visibilité dans les médias et sa crédibilité	2 788 000
Accompagnement des groupes de femmes et jeunes porteurs de microprojets à Brazzaville, Pointe-Noire, Makoua et Ouesso	50 000 000
Prévention du harcèlement sexuel en milieu scolaire au moyen des NTIC	2 000 000
Accès au droit foncier par la population de Brazzaville	1 967 000
Atelier d'autoformation et d'échanges d'expérience entre associations de services juridiques d'Afrique centrale	1 500 000
Célébration de la journée internationale des droits de l'Homme le 10 décembre 2010 à Brazzaville	2 000 000
Projet Consortium Barreaux et Cliniques Juridiques à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie	15 000 000
Expertise (Diagnostic institutionnel et opérationnel du Conseil de Concertation des ONG de Développement - CCOD)	2 500 000
Missions de suivi et évaluation	500 000
<i>Sous total 1</i>	<i>95 970 700</i>

Rubrique Fonctionnement	
Contenu	Coût total
Fournitures et consommables	3 600 000
Charges locatives (loyers, eau, électricité)	1 200 000
Apports des membres (cotisations statutaires)	400 000
Personnel permanent (Brazzaville et Pointe-Noire)	28 200 000
Maintenance des équipements	205 000
<i>Sous total 2</i>	<i>33 605 000</i>
TOTAL GENERAL	129 575 700

FEUILLE DE ROUTE DU COMPTOIR JURIDIQUE JUNIOR : PLAN D'ACTION 2011

N°	Activités	Moyens	Calendrier
01	Rédaction des projets.	-Les documents d'appel d'offre des différents bailleurs ; - Les directrices des différents projets ; - Recherche sur Internet ; - Humain : membres du CJJ.	Janvier - Mars
02	Exécution des projets financés.	- Membres du CJJ ; - Personnes ressources ; - Experts.	Mars – Décembre
03	Négociation les voyages pour les échanges d'expériences pour le CJJ.	- Appui financier des partenaires nationaux et internationaux.	Janvier - Décembre
04	Poursuite des programmes des cliniques juridiques	- Appui financier des bailleurs ; - Membres du CJJ.	Janvier - Décembre
05	Renforcement des capacités du CJJ	- Appui financier ; - Personnes ressources ; - Membres du CJJ.	Juin – Décembre
06	Missions de courte durée pour le Secrétariat Permanent.	- Membres du Secrétariat Permanent.	Janvier - Décembre
07	Evaluation des projets pilotés par le CJJ.	- Rubrique frais d'évaluation ; - Membre du CJJ.	Décembre
08	Assemblée générale	- Appui financier des partenaires nationaux et internationaux.	Décembre
09	Publication des lettres du CJJ	- Appui financier ; - Membres du CJJ	Décembre

Ont collaboré à l'élaboration du rapport : M. Lilian Laurin BARROS, Mme Sévéra MPASSI, Mme Blandine EMVOULOU, Mme Gady Inès MVOUKANI, Mme Stella Meryl BAZONZILA, M. Grevy MAYIZA-MIYAMONA, M. Patrick Landry BITSEKE—ONDZOLI